

Une mesure de notre taille

Bernard Bonin

Volume 57, numéro 3, juillet–septembre 1981

21^e Congrès annuel de la Société Canadienne de Science économique

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600980ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600980ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bonin, B. (1981). Une mesure de notre taille. *L'Actualité économique*, 57(3), 278–286. <https://doi.org/10.7202/600980ar>

UNE MESURE DE NOTRE TAILLE *

Il faut vivre ce que l'on aime
En payant le prix qui convient.

Jean Ferrat

La taille dont il s'agit ici, c'est celle de notre Société canadienne de Science économique. Je suis juste assez âgé pour avoir pratiquement vu naître notre association et pas encore tout à fait assez âgé pour avoir la « nostalgie du bon vieux temps » ; juste assez âgé pour avoir connu l'époque pas si lointaine où le directeur de *L'Actualité Économique* devait user de pseudonymes pour cacher au lecteur le fait qu'il avait dû écrire lui-même la moitié d'une livraison mais pas encore assez avancé en âge pour croire qu'il s'agit là d'un idéal auquel nous devrions retourner.

Il y a à peine trois ans, un de mes prédécesseurs à cette tribune avait, face à notre apathie apparente à l'égard de nos assises annuelles, jugé bon de s'interroger sur l'intérêt de garder notre association en vie. Il m'a donc semblé opportun d'examiner le chemin parcouru depuis vingt ans. Grâce à la collaboration de certains d'entre vous, j'ai obtenu les curriculum vitae de 97 professeurs enseignant actuellement dans les universités francophones du Québec et à partir de ces documents, j'ai fait quelques compilations visant à mesurer le volume des publications à travers les années et à dégager les principaux centres d'intérêt sur lesquels ces publications ont porté. Je tiens à préciser, dès le début, que je n'ai pas tenté de poser le moindre jugement de qualité sur ces

TABLEAU 1

NOMBRE DE PROFESSEURS EN FONCTION, PARMI CEUX
QUI SONT COMPRIS DANS L'ÉCHANTILLON

1960- 8	1966- 21	1972- 56	1978- 88
1961- 11	1967- 25	1973- 63	1979- 93
1962- 15	1968- 27	1974- 67	1980- 97
1963- 16	1969- 35	1975- 69	
1964- 18	1970- 45	1976- 76	
1965- 18	1971- 50	1977- 83	

* Allocution du président de la Société canadienne de Science économique, prononcée lors du congrès annuel de mai 1981.

publications, d'abord parce que les renseignements dont je disposais ne me permettaient pas de le faire, mais aussi parce que, de toute façon, il eut été pour moi très prétentieux d'essayer d'y arriver.

On fait souvent allusion à la jeunesse, à l'inexpérience des professeurs enseignant l'économie dans nos universités. Cette jeunesse apparaît clairement si l'on considère que dans l'échantillon des 97 professeurs, 8 seulement étaient en fonction en 1960, 18 en 1965 et 27 en 1968. La création de l'Université du Québec aura sans doute contribué à l'accroissement du nombre de professeurs de sorte que la moitié de ceux qui composent l'échantillon sont en fonction à partir de 1971. Plus du tiers d'entre eux enseignent dans les universités francophones du Québec depuis huit ans ou moins.

* * *

J'ai donc tenté de mesurer le volume des publications de ces 97 professeurs en établissant des moyennes annuelles pondérées sur la base de 5 points pour un volume, 2 points pour un article et un point pour une autre forme de publication qu'il s'agisse d'un rapport gouvernemental à diffusion restreinte, des rapports de recherche qui circulent maintenant si abondamment dans les universités, ou de quelque autre forme de publication ne tombant pas de toute évidence ni dans la catégorie des ouvrages, ni dans la catégorie des articles. Il faut dire que si l'année 1980 a été incluse dans les compilations, ce n'est qu'à titre de renseignement pouvant avoir un intérêt pour certains ; elle n'est cependant pas comparable aux autres années, étant donné que les renseignements obtenus étaient incomplets pour cette année-là. Ce que j'ai mesuré en fait, c'est donc l'évolution qui s'est faite au cours des deux décennies qui vont de 1960 à 1979.

Que remarque-t-on alors ? D'abord que c'est l'année 1979 qui laisse voir la moyenne pondérée nettement la plus élevée, ce qui confirmera l'impression de ceux qui croient que les choses s'améliorent. Mais pour tempérer tout de suite un peu cette impression, ajoutons que c'est l'année 1960 qui vient en deuxième lieu et assez loin devant toutes les autres. Certes, on peut dire que le faible nombre de professeurs concernés rend cette année peu significative ; on peut, aussi soutenir que ces quelques personnes ont fait montre d'une vigueur remarquable cette année-là. Entre les deux meilleures années 1979 et 1960, qui sont en même temps, les deux années limites de la période retenue, il y a eu, sans que je sois en mesure de les expliquer, des « périodes creuses » : 1961 à 1966 inclusivement ; 1970 et 1973, et des années fastes : 1967, 1968, 1969, 1971, 1972 et de 1974 à 1978. Dans l'ensemble, on peut donc affirmer que l'impression qu'on avait

pu avoir d'une amélioration récente en ce qui a trait à l'activité de publication se confirme, même si l'on ne tient compte ici que du volume de ces publications.

TABLEAU 2

NOMBRE DE PUBLICATIONS, SELON LES ANNÉES, ET MOYENNE PONDÉRÉE

1960			1961			1962		
L	A	Aut	L	A	Aut	L	A	Aut
1	13	0	2	6	0	1	8	1
Moy: 3.88			Moy: 2.00			Moy: 1.47		
1963			1964			1965		
L	A	Aut	L	A	Aut	L	A	Aut
2	9	1	3	12	2	1	8	2
Moy: 1.81			Moy: 2.28			Moy: 1.28		
1966			1967			1968		
L	A	Aut	L	A	Aut	L	A	Aut
3	15	0	6	20	10	9	21	5
Moy: 2.14			Moy: 3.20			Moy: 3.41		
1969			1970			1971		
L	A	Aut	L	A	Aut	L	A	Aut
9	28	7	6	22	13	7	49	25
Moy: 3.09			Moy: 1.94			Moy: 3.16		
1972			1973			1974		
L	A	Aut	L	A	Aut	L	A	Aut
10	43	36	2	43	34	9	49	7
Moy: 3.09			Moy: 2.07			Moy: 2.84		
1975			1976			1977		
L	A	Aut	L	A	Aut	L	A	Aut
9	54	41	9	61	63	8	69	60
Moy: 2.81			Moy: 3.03			Moy: 2.87		
1978			1979			1980		
L	A	Aut	L	A	Aut	L	A	Aut*
13	71	86	19	108	88	13	66	68
Moy: 3.33			Moy: 4.30					

Moyennes pondérées calculées sur la base de : livre — 5 points
 article — 2 points
 autre — 1 point

* L'année 1980 n'est pas comparable aux autres ; les renseignements étaient incomplets au moment des compilations.

On remarque aussi que la prédilection en faveur des articles, trait dominant de l'ensemble de la période, se précise au cours des années les plus récentes (à partir de 1971 surtout). On est frappé également par l'augmentation du nombre des publications qui n'entrent ni dans la catégorie des ouvrages ni dans celle des articles. En revanche, les volumes restent relativement peu nombreux : ce sont les années 1978 et 1979 qui offrent les résultats les meilleurs à cet égard alors que respectivement 13 et 19 auteurs auront collaboré à la publication de volumes, et je me flatte à la pensée d'en avoir provoqué quelques-uns au cours de ces deux années-là.

Enfin, je voudrais vous faire part d'une autre constatation avant de passer à un autre sujet ; celle-ci serait plutôt de nature à infirmer une opinion qui reste encore trop répandue. Le corps professoral des universités francophones du Québec en général publie peu, entend-on dire souvent, et les économistes ne font pas exception à la règle. Or, au total, ces 97 professeurs, dont plus de la moitié n'étaient pas dans nos universités il y a dix ans, ont produit plus de 1500 publications au cours des vingt dernières années. Sans qu'il y ait lieu d'en tirer une fierté démesurée, on peut tout de même s'étonner qu'une telle production ait pu pratiquement passer inaperçue aux yeux de certains.

* * *

Peut-on dégager des branches de l'analyse économique qui apparaîtraient comme des lignes de force de la profession économique au Québec et d'autres qui constitueraient des domaines nettement négligés ? Pour chercher réponses à ces questions, j'ai réparti, dans la mesure du possible, les 1500 publications des 97 professeurs compris dans l'échantillon entre 21 branches de l'analyse économique. Toute classification de ce genre comporte nécessairement une part d'arbitraire. Celle que je propose ici n'a d'autre vertu que de correspondre assez étroitement à la classification que l'on utilise tout au moins dans certaines revues spécialisées, dans le but de déterminer les principaux champs d'intérêt des économistes auxquels on peut recourir comme évaluateurs des manuscrits soumis. Afin de s'assurer de la signification des résultats obtenus, une compilation semblable a été faite pour les articles publiés dans *L'Actualité Économique* entre 1960 et 1980 par des économistes (professeurs ou non) non compris dans notre échantillon de quatre-vingt-dix-sept ; cela nous aura permis de ventiler plus de 540 articles en plus des 1500 publications des membres de l'échantillon.

Quelles constatations peut-on faire ? En s'appuyant aussi bien sur les publications des membres de l'échantillon que sur celles qui

ont été faites dans *L'Actualité Économique* par des économistes non inclus dans l'échantillon, on peut dire sans crainte de se tromper que trois branches de l'analyse économique constituent les lignes de force du groupe des économistes francophones du Québec : l'économie urbaine et régionale ; l'économétrie et économie mathématique ; l'économie internationale. Environ 10% des publications des membres de l'échantillon et un pourcentage comparable des articles publiés dans *L'Actualité Économique* ont porté sur chacune de ces trois branches et celles-ci dépassent très nettement les dix-huit autres branches de la classification. Je n'ai pas vraiment été étonné de voir apparaître l'économie urbaine et régionale et l'économétrie parmi les principales forces des économistes québécois, mais je ne vous cacherais pas que j'ai été, pour ma part, surpris d'y trouver l'économie internationale. On peut croire qu'il y a eu de ma part, un bel exemple de cette myopie dont j'ai parlé plus haut.

De même, en s'appuyant sur les deux groupes de publications, il est clair qu'un certain nombre de branches de l'analyse n'ont pas fait l'objet de beaucoup de préoccupations de notre part : la théorie macroéconomique ; la théorie de la croissance ; l'économie agricole ; l'histoire de la pensée économique et dans une mesure moindre, l'histoire économique et l'économie de l'entreprise. Sans doute, ces résultats appellent-ils quelques réserves. Par exemple, la théorie macroéconomique n'a pas beaucoup retenu notre attention mais la branche appliquée qui lui correspond, c'est-à-dire les fluctuations économiques et la politique de stabilisation a fait l'objet de bien davantage de publications. De plus, l'économie de l'entreprise a occupé un peu plus de place dans *L'Actualité Économique* que dans les publications des membres de l'échantillon, ce qui ne paraîtra pas anormal pour une revue dont la direction, scientifique aussi bien qu'administrative, a été longtemps la responsabilité de l'École des Hautes Études commerciales. Enfin, les spécialistes de l'économie agricole et de l'histoire économique ne sont pas tous logés, tant s'en faut, dans les départements d'Économie et ils disposent de plus de leurs revues spécialisées. Mais même en tenant compte de ces réserves, si ces résultats peuvent être vus comme un reflet de la composition et de l'activité des départements d'Économie de nos universités francophones, il serait difficile d'y voir autre chose que des domaines qui n'ont pas reçu l'attention qu'ils auraient méritée. À cet égard, vous me permettez je suppose, de vous faire part d'une inquiétude personnelle quant à l'insuffisance, voire l'absence de la relève en histoire économique et en histoire de la pensée économique.

Entre ces quelques lignes de force, d'une part, et les branches que l'on peut certes qualifier de négligées, d'autre part, on retrouve aussi

TABLEAU 3

RÉPARTITION DES PUBLICATIONS DES PROFESSEURS SE TROUVANT DANS L'ÉCHANTILLON
ENTRE LES DIVERSES BRANCHES DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	Total	
Théorie microéconomique et bien-être		1			1		1	1	1	3		4	4	10	7	8	8	5	8	9	8	79	
Théorie macroéconomique									1						1	2			1	4	2	11	
Théorie monétaire, monnaie et banque	1	1	1		1			1	3	6	2		1	1			2	6	11	14	4	55	
Théorie de la croissance												2				1	1	1	1			6	
Org. indust. et pol. de la conc.	2				1				2	1		2	2	2	10	1	8	7	5	9	6	58	
Économie internationale			1	1	1	2	5	5	6	1	7	12	14	7	8	3	11	6	16	21	11	138	
Économétrie et économie mathématique				1	1	1	2	5	1	1	3	3	16	19	22	22	22	12	16	12	13	172	
Développement économique		1			1			1		3	6	3	5		2	3	2	5	2	5	3	42	
Fluctuations économiques et politiques de stabilisation	1	1	1					1	3				9	2	1	4	12	11	12	12	22	4	96
Systèmes économiques comparés (inc. fédéralisme et planification)	1			2	2				1			1						4	4	2	8	25	
Histoire de la pensée économique		2		1				1		1					1				4		1	11	
Économie agricole				1	1	1			1			1									1	6	
Économie urbaine et régionale	1			1	1	5	2	4	2	8	5	10	12	9	13	12	25	17	18	15	13	173	
Économie des ressources		1	1		1			2	1		3	4	2	1	2	7	6	7	12	13	12	75	
Économie de la santé											3	13	8	3	2	3				5	5	42	
Économie des transp. et de la local.				1							1		1	1	1	1	6	14	14	15	10	65	
Éducation et migrations									1		1	1	1	2	2	2	3	8	5	7	1	34	
Économie de l'entreprise												2	6	2	3					1		14	
Finances publiques	2		1	1			1	2		3	1	4	4	1	3		4	7	18	13	8	73	
Économie du travail			1	1	2	1	3	1	3	2	1		2	4	7	9	6	6	13	14	11	87	
Histoire économique	1		1				2		1	1	1			2	1	2				2		14	
Autres	5	1	3	2	4	1		11	12	14	7	9	9	14	16	16	18	20	10	32	26	230	
TOTAL	14	8	10	12	17	11	18	36	35	44	41	81	89	79	105	104	133	137	170	215	147	1506	

TABLEAU 4

CLASSIFICATION DES ARTICLES PUBLIÉS DANS *L'ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE* DE 1960
À 1980 PAR DES AUTEURS NON COMPRIS DANS L'ÉCHANTILLON DE 97 PROFESSEURS

Théorie microéconomique et économie du bien-être	19
Théorie macroéconomique	5
Théorie monétaire, monnaie et banque	16
Théorie de la croissance	1
Organisation industrielle et pol. de la concurrence	27
Économie internationale	57
Économétrie et économie mathématique	55
Développement économique	31
Fluctuations économiques et pol. de stabilisation	28
Systèmes économiques comparés (incl. fédéralisme et planif.)	23
Histoire de la pensée économique	3
Économie agricole	3
Économie urbaine et régionale	59
Économie des ressources	22
Économie de la santé	13
Économie des transports et de la localisation	10
Éducation et migration	14
Économie de l'entreprise	21
Finances publiques	32
Économie du travail	39
Histoire économique	18
Autres	46
TOTAL	542

quelques constances dans l'évolution. C'est ainsi que les fluctuations économiques et les politiques de stabilisation de même que l'économie du travail représentent entre 5 et 10% des publications aussi bien chez les membres de l'échantillon que dans *L'Actualité Économique*. D'autres branches ont fait l'objet de 1 à 5% des publications dans les deux cas : économie des transports et de la localisation ; économie de la santé ; éducation et migrations ; systèmes économiques comparés (et encore, dans ce dernier cas, on ne parvient à ce résultat qu'en y incluant l'économie du fédéralisme et la planification) ; et la théorie monétaire, monnaie et banque. Pour la plupart de ces branches, le résultat obtenu n'est pas vraiment surprenant : il s'agit, en effet, de domaines très spécialisés dans lesquels les économistes sont peu nombreux bien qu'ils soient fort actifs. Mais j'ai été personnellement frappé de retrouver la théorie monétaire, la monnaie et la banque dans cette catégorie, car il m'avait semblé que nous avions là au Québec un début de tradition et une sorte de domaine de prédilection. Peut-être mon erreur de perspective est-elle encore le reflet de ma myopie ?

Enfin, d'autres branches (théorie microéconomique et bien-être ; économie des ressources naturelles) ont été l'objet d'une attention plus grande chez les universitaires de l'échantillon que ces préoccupations ne se sont reflétées à travers les articles publiés dans *L'Actualité Économique*, alors que d'autres (finances publiques ; développement économique ; organisation industrielle et politique de la concurrence) ont pris plus de place dans *L'Actualité Économique* que dans les écrits des universitaires qui composent notre échantillon.

Résumons les principales constatations résultant de ces quelques comparaisons. Trois lignes de force se dégagent nettement des préoccupations des économistes francophones du Québec alors que dans une demi-douzaine d'autres branches, il serait difficile de soutenir, sans préjuger de leur qualité, que nos contributions ont été marquantes quantitativement parlant. Deuxièmement, à travers les années et mises à part quelques disparités, *L'Actualité Économique* aura reflété assez bien les préoccupations des universitaires formant les départements d'Économie. Je n'irai pas jusqu'à dire que cette correspondance est le résultat d'une stratégie bien planifiée, mais elle représente une constatation a posteriori qui ne manque pas d'intérêt. Enfin, sauf peut-être pour la remontée des finances publiques et de l'économie du travail de 1978 à 1980, on ne décèle pas véritablement de modes ou de vagues en faveur de l'une ou l'autre des branches de l'analyse économique. La popularité de l'économie urbaine et régionale se précise à partir de 1971 et celle de l'économétrie à partir de 1972, le nombre de publications portant sur la théorie micro économique et le bien-être augmente nettement à partir de 1973 et celles qui traitent des fluctuations économiques et de la politique de stabilisation, à partir de 1975 surtout, mais dans tous ces cas, il serait difficile de parler d'une mode passagère puisque l'intérêt pour ces axes en particulier ne s'est pas démenti par la suite.

* * *

Que conclure ? Je ne commettrai pas l'erreur de croire que si les économistes francophones du Québec ont montré une vigueur intellectuelle certaine, c'est à la Société canadienne de Science économique qu'ils le doivent ; compte tenu de ses objectifs, il est évident au contraire que notre association retire davantage de la vigueur de ses membres qu'elle n'est en mesure de leur apporter. Mais en considérant le chemin parcouru, de même que l'ampleur et la variété des travaux d'une année à l'autre, il me semble que la S.C.S.E. n'a rien perdu de sa raison d'être. En ce sens, l'interrogation soulevée par l'un de mes prédécesseurs à cette tribune aura eu l'effet salutaire d'une prise de conscience.

Certes, s'il fallait ne juger les travaux et publications des économistes que par la contribution qu'ils apportent à la solution des problèmes de la société en général, nous aurions fort probablement dépassé l'optimum depuis longtemps. On s'illusionnerait sans doute en s'imaginant que la très grande majorité des articles publiés, et pas seulement au Québec il va sans dire, n'auront d'autre intérêt immédiat que celui de la curiosité intellectuelle pour ceux qui croient de leur devoir d'identifier des problèmes de la société et de tenter de les régler. Sans entrer dans un exposé détaillé des raisons de cet état de choses — les circonstances ne s'y prêteraient pas —, il me semble que si la contribution des économistes à la prise de décision ne paraît pas avoir une portée aussi grande que ce que certains souhaiteraient, il faut en chercher les raisons non seulement dans les difficultés qui confrontent les sciences sociales en général et l'économie en particulier, mais aussi dans la complexité du processus politique et de l'univers dans lequel ce processus se déroule. On peut chercher un réconfort chez Keynes qui disait que tout décideur est le disciple inconscient d'un obscur scribrouilleur des générations antérieures, mais il reste que le chemin par lequel les idées finissent par influencer sur les actions est très sinueux et qu'on risque de s'y perdre. Il y a souvent un écart considérable entre la « rationalité pensante » et la « rationalité agissante » (P. Dieterlen), et on peut s'attendre à ce que la reconnaissance de paternité ne se fasse pas facilement.

C'est pourquoi je voudrais terminer par une apologie de l'égoïsme ce qui ne devrait pas choquer terriblement des économistes : comme individus, il importe que nous continuions de travailler sur ce qui nous intéresse fondamentalement. Ne recherchons pas la pertinence à tout prix ; les pressions à cet égard viendront de toute façon et de plus nous risquerions d'être déçus puisqu'une partie de ce qui confère la pertinence à des travaux échappe à notre contrôle. Il va de soi que cela ne signifie pas qu'il faille être obscur pour être savant. Mais ce primat de l'intérêt personnel en matière de recherche est, je crois, la meilleure recette pour conserver la sérénité, devenue si rare dans le monde d'aujourd'hui, et par ailleurs si essentielle à la réflexion. Respectons la pluralité des intérêts des chercheurs ; tentons même d'encourager les différences d'approche. C'est la meilleure garantie contre la sclérose qui guette toujours des métiers comme le nôtre. Gardons-nous de croire cependant que nous ferons nécessairement du meilleur travail si nous laissons la recherche de la pertinence devenir l'élément prédominant de nos préoccupations intellectuelles. À l'aboutissement d'une telle démarche, pour reprendre un mot de Galbraith, nous ne serions pas nécessairement plus sages mais nous serions certainement beaucoup plus vieux !

Bernard BONIN,
E.N.A.P.